



Après les manifestations monstres du 31 janvier : On ira jusqu'au retrait !

La journée de grève et de mobilisation du 31 janvier a été un succès, encore plus massive que la précédente : les syndicats nous ont compté à plus de deux millions dans les rues, et même la police a reconnu que plus d'un million deux-cent-mille personnes ont défilé. C'est au moins 10 % en plus que le 19 janvier.

La journée de grève et de mobilisation du 31 janvier a été un succès, encore plus massive que la précédente : les syndicats nous ont compté à plus de deux millions dans les rues, et même la police a reconnu que plus d'un million deux-cent-mille personnes ont défilé. C'est au moins 10 % en plus que le 19 janvier.

La grève a été suivie dans des secteurs très divers. Dans les grosses entreprises publiques (EDF, Engie, la SNCF...), les taux de grévistes se maintiennent, comme dans les raffineries de Total ou dans l'Éducation. Et comme le 19 janvier, les entreprises du privé ont également fait grève, ce qui a été visible dans les manifestations : là des ouvriers de la métallurgie ou de la chimie, ici des travailleurs de l'agro-alimentaire. Sans oublier la jeunesse des lycées et des facultés, plus nombreuse que la dernière fois !

Avec ce nouveau succès, la réforme est touchée, mais pas encore coulée. Le gouvernement reste pour l'instant inflexible et droit dans ses bottes. **Mardi 7 et samedi 11 février, l'ensemble du monde du travail** est à nouveau appelé à faire grève et à manifester par l'ensemble des directions syndicales. Il est à peu près clair que ces journées seront encore à la fois un succès et des démonstrations de force à même de renforcer l'opposition à la réforme, mais pas de nature à faire plier Macron si elles restent isolées.

De l'argent, il y en a dans les caisses du patronat !

Les capitalistes ont tiré parti de la pandémie de Covid et des crises qui l'ont suivie pour encore accroître leurs richesses. C'est désormais un Français, Bernard Arnault, qui trône à la première place des fortunes mondiales.

Alors non seulement les caisses de retraite sont excédentaires de 3,7 milliards d'euros, mais elles le seront encore plus si nous reprenons aux actionnaires et aux patrons ce qu'ils nous volent tous les jours par l'exploitation au travail.

Des grèves éclatent un peu partout sur les salaires. Loin de nuire à la mobilisation pour les retraites, elles l'appuient. Contrairement aux primes que les patrons consentent parfois à céder face à l'inflation, la hausse des salaires

assure celle des cotisations pour les retraites et tout le système de Sécurité sociale. Et en faisant payer le grand patronat, nous pourrions revenir à un âge de départ à 60 ans, avec 37,5 annuités de cotisation, voire moins pour les métiers les plus pénibles et éreintants.

Tous ensemble pour gagner

Le gouvernement prétend qu'il peut passer outre nos grèves ? Pas si sûr ! Sans nous, rien ne fonctionne. C'est ce que tout le monde voit quand nous sommes en grève. Et les patrons ne sont pas prêts à payer la casse des retraites par la paralysie de leurs juteuses affaires, la volatilité de leurs profits. Comme eux, Macron et ses ministres craignent une grève reconductible qui s'étendrait de secteur en secteur pour finir par englober les 93 % des salariés opposés à leur « réforme » selon les derniers sondages, en fait l'ensemble du monde du travail, nous toutes et tous !

Cette grève ne peut reposer sur les seules épaules des travailleurs du rail ou des raffineries. Il faut qu'y participent ceux de la logistique qui acheminent les colis, de la métallurgie qui font tourner les usines, les enseignants – dont le Covid a montré à quel point ils étaient essentiels aux patrons... non pour instruire nos enfants, mais pour faire tourner la « garderie nationale » –, et bien d'autres. Il faut en fait que tout le monde s'y mette ! Afin que chaque piquet de grève, chaque site bloqué se sente entouré de la solidarité des autres. Et si un secteur part le premier, les autres devront tout faire pour le rejoindre au plus vite. En effet, si des dates fleurissent ici et là pour entamer un prolongement de la grève, deux jours, 72 heures, illimitée, il devient indispensable qu'à un moment, nous y soyons toutes et tous en même temps.

À nous de décider de nos rythmes et de nos moyens d'action. Réunissons des assemblées générales, dans nos lieux de travail, mais aussi en interprofessionnel à l'échelle des villes ou des départements. Organisons ensemble la grève générale et la marche à la victoire !

Ce n'est que le début !

Après le nouveau succès de la mobilisation du 31 janvier, il ne faut rien lâcher. On sait que le gouvernement ne va pas renoncer si vite. Alors construisons la grève générale en multipliant les occasions de discuter entre nous, de nous rassembler et de préparer la suite, et d'abord les grèves des 7 et 11 février.

En grève jusqu'au retrait !

À nous de nous féliciter

Après ces deux premières journées de grève contre la réforme des retraites, où nous sommes un nombre important à avoir répondu présents (CDD et intérimaire compris), nous pouvons mutuellement nous féliciter (car sinon qui le ferait ? certainement pas notre hiérarchie...).

Et préparons-nous pour les prochaines dates de mobilisation qui arrivent. Pour notre retraite, et l'amélioration de nos conditions de travail !

Merci patron !

Notre PDG Philippe Wahl nous a fait l'honneur de nous présenter ses vœux. Et le moins qu'on puisse dire, c'est que ceux-ci ne vont pas passer... comme une lettre à la poste !

Entre autres choses, le PDG promet ainsi d'« *affirmer notre priorité au développement, tout en confortant nos activités de services publics* ». Développement de quoi, si ce n'est pas des services publics ? Puis il affirme tranquillement que « *Le passage quotidien du facteur 6 jours sur 7 est essentiel pour les citoyens, il l'est aussi pour La Poste* ». Nuance subtile : le PDG parle d'un passage quotidien du facteur et non d'une distribution quotidienne du courrier – puisque nous savons bien que celle-ci est remise en cause !

Bref, une année de plus pour le groupe La Poste au service de ses profits, plutôt qu'au service des salariés et des usagers !

« Bien vieillir » ?!!

Mention spéciale encore à notre PDG qui donne comme objectif à l'entreprise davantage de « *proximité humaine au service du "bien vieillir"* ». En pleine lutte contre la réforme des retraites, ça ne manque pas de sel !

Postiers et postières, remplissons notre mission de service public au service du « bien vieillir » : mobilisons-nous jusqu'au retrait de la réforme !

À Marseille, la répression ne reste pas sans réponse

Trois licenciements et une mise à pied de huit jours à La Poste de Marseille Euro Méditerranée en six semaines : la direction n'y va pas de main morte pour

faire taire les facteurs et les syndicalistes qui n'acceptent pas la réorg' dévastatrice mise en place en octobre dernier.

Les collègues ne se laissent pas faire, ils continuent les prises de parole et multiplient les rassemblements dont le dernier en date a eu lieu le 26 janvier dernier. Et en réaction à la tentative de licenciement de deux représentantes syndicales à la PIC de Vitrolles, plusieurs dizaines de militants CGT ont occupé la Poste de Colbert le 30 janvier dernier.

Au top

Le site du Groupe La Poste proclame la nouvelle fièrement : « *La Poste, employeur responsable et inclusif, vient d'obtenir la certification "Top employer 2023". Ses actions en faveur de l'engagement des postiers, celles pour améliorer la qualité de vie au travail, pour favoriser la diversité et l'inclusion et pour développer l'employabilité des postiers ont été particulièrement reconnues dans le cadre de cette certification.* »

Au même moment, le site Streetpress révèle l'impunité totale de cadres supérieurs de La Banque Postale qui ont tenu des propos sexistes et racistes à l'encontre de salarié-e-s, dont certains ont été traités « *d'Orang-Outang* ».

Alors oui, La Poste est bien au top... du mépris social sous toutes ses formes, comme toutes les grandes entreprises le sont, dans ce monde d'exploitation et d'oppression qu'il faudra bien renverser un jour ou l'autre !

Attaque terroriste à Jérusalem : indignation sélective à Paris et Washington

Un jeune Palestinien a ouvert le feu devant une synagogue à Jérusalem-Est, avant d'être abattu par la police. L'attentat a fait sept morts et une dizaine de blessés. Le désespoir pousse des Palestiniens, écrasés par la colonisation et l'apartheid, à commettre de tels actes, mais ils ne font en rien avancer la cause de la libération de la Palestine. Ils poussent une partie de la population juive dans les bras de l'extrême droite, au pouvoir actuellement.

Cela dit, il faut noter dans cette affaire l'hypocrisie de la France et des États-Unis. Paris a condamné « *l'effroyable attaque terroriste* » et les États-Unis l'ont fait également « *dans les termes les plus forts* ». Or, quelques jours auparavant, ni Macron, ni Biden n'avaient manifesté la même indignation lorsque neuf Palestiniens avaient été tués à Jénine, en Cisjordanie, lors d'un raid israélien, le plus meurtrier depuis vingt ans. Deux poids, deux mesures.

Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

<http://nouveaupartianticapitaliste.fr>

Pour nous contacter : 69.etincelle@gmail.com